

## Séance du jeudi 12 octobre 2017

### 1.1 – Réforme nationale de dépenalisation et décentralisation du stationnement payant sur voirie - Redevances de stationnement et forfait de post-stationnement applicables au 1er janvier 2018 - 17-0453

Mobilités Gestion Réseaux - -

01

Le Conseil Municipal, régulièrement convoqué le 06 octobre 2017, s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances.

**- Présents : Jean-Luc MOUDENC Maire, Président**

Jean-Michel LATTES, Laurence ARRIBAGE, Daniel ROUGE, Marion LALANE de LAUBADERE, Sacha BRIAND, Annette LAIGNEAU, Francis GRASS, Ollivier ARSAC, Laurence KATZENMAYER, François CHOLLET, Jean-Jacques BOLZAN, Hélène COSTES-DANDURAND, Djillali LAHIANI, Marie-Jeanne FOUQUE, Franck BIASOTTO, Françoise RONCATO, Marthe MARTI, Pierre TRAUTMANN, Sylvie ROUILLON VALDIGUIE, Christophe ALVES, Marie-Pierre CHAUMETTE, Pierre ESPLUGAS-LABATUT, Marie-Hélène MAYEUX-BOUCHARD, Bertrand SERP, Christine ESCOULAN, Roger ATSARIAS, Marie DEQUE, Ghislaine DELMOND, Nicole MIQUEL-BELAUD, Aviv ZONABEND, Martine SUSSET, Catherine BLANC, Elisabeth TOUTUT-PICARD, Jean-Louis REULAND, Jean-Claude DARDELET, Florie LACROIX, Henri de LAGOUTINE, Jean-Baptiste de SCORRAILLE, Laurent LESGOURGUES, Evelyne NGBANDA OTTO, Samir HAJIJE, Frédéric BRASILES, Romuald PAGNUCCO, Sophia BELKACEM - GONZALEZ DE CANALES, Emilion ESNAULT, Maxime BOYER, Pierre COHEN, Martine CROQUETTE, Gisèle VERNIOL, Monique DURRIEU, Claude TOUCHEFEU, Joël CARREIRAS, Michèle BLEUSE, Vincentella de COMARMOND, Pierre LACAZE, François BRIANÇON, Isabelle HARDY, Régis GODEC, Cécile RAMOS, Antoine MAURICE, Romain CUJIVES, Jean-Marc BARES-CRESCENCE

**- Empêchés d'assister à la séance et ont donné pouvoir :**

Jacqueline WINNEPENNINCKX-KIESER a donné pouvoir à Marthe MARTI, Brigitte MICOULEAU a donné pouvoir à Christine ESCOULAN, Jean-Luc LAGLEIZE a donné pouvoir à Françoise RONCATO, Julie ESCUDIER a donné pouvoir à Laurence KATZENMAYER, Dorothée NAON a donné pouvoir à Pierre ESPLUGAS-LABATUT jusqu'au dossier 4.1 puis à Sophia BELKACEM-GONZALEZ DE CANALES jusqu'au voeu 4, Charlotte BOUDARD a donné pouvoir à Annette LAIGNEAU;

**- Empêchés d'assister temporairement à la séance et ont donné pouvoir :**

Laurence ARRIBAGE du dossier 1.1 au dossier 4.1  
Sylvie ROUILLON VALDIGUIE du dossier 1.1 au dossier 16.6  
Henri de LAGOUTINE du dossier 1.1 au dossier 3.5  
Sophia BELKACEM-GONZALEZ DE CANALES du dossier 1.2 au dossier 1.2  
Christophe ALVES après le dossier 5.1  
Elisabeth TOUTUT-PICARD après le dossier 4.1  
Franck BIASOTTO du dossier 5.1 au dossier 29.3  
Claude TOUCHEFEU du dossier 5.1 dossiers au dossier 29.3  
Romain CUJIVES après le dossier 5.5  
Frédéric BRASILES après le dossier 32.1  
Sacha BRIAND du dossier 10.1 au dossier 13.2  
Pierre ESPLUGAS-LABATUT du 10.1 au dossier 13.2  
Martine CROQUETTE après le dossier 18.12  
Pierre LACAZE après le dossier 18.12

**- Empêchés d'assister temporairement à la séance sans donner pouvoir :**

Vincentella de COMARMOND après le dossier 4.1

Secrétaire de séance : Emilion ESNAULT.

---

**Résultat du vote :**

Abstention

Groupe Socialiste et Radical sauf Joël CARREIRAS, François BRIANÇON  
Groupe des Elus Communistes, Républicains et Citoyens de la  
mairie de Toulouse

**Adopté**

## **Réforme nationale de dépenalisation et décentralisation du stationnement payant sur voirie - Redevances de stationnement et forfait de post-stationnement applicables au 1er janvier 2018**

Mobilités Gestion Réseaux  
17-0453

Mesdames, Messieurs,

La réforme nationale de dépenalisation et de décentralisation du stationnement prévue à l'article 63 de la loi du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) et ses décrets subséquents modifient en profondeur le régime juridique du stationnement payant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 (article L2333-87 modifié du CGCT).

- Le paiement du stationnement sur voirie devient une redevance d'occupation du domaine public ;
- L'amende pénale de 1<sup>er</sup> classe pour non paiement du stationnement, fixée à 17€ sur l'ensemble du territoire national, disparaît et est remplacée par un Forfait de Post Stationnement (FPS) qui sera facturé aux usagers ne s'acquittant pas immédiatement de leur stationnement ou qui auront payé un montant insuffisant, auquel cas le montant prépayé sera déduit dans les conditions fixées à l'article R2333-120-5 du CGCT ;
- La loi prévoit que le montant du Forfait de Post Stationnement soit fixé et voté par le Conseil Municipal avec les différentes grilles tarifaires ;
- La loi prévoit de nouvelles modalités de recours des usagers qui seront à la charge de la collectivité.

### **Rappel de la politique de stationnement à Toulouse et de ses enjeux**

Progressivement depuis 2005, un Plan Local de Stationnement (PLS) est mis en place sur la ville de Toulouse. Il s'inscrit dans le cadre d'une politique de mobilité œuvrant pour un meilleur partage de l'espace public avec comme objectifs de :

- réduire l'occupation permanente de l'espace public par le stationnement longue durée (voitures ventouses) en favorisant le report modal vers les modes alternatifs ;
- maintenir une population résidant dans le centre ville en favorisant leur stationnement à un tarif adapté ;
- favoriser le développement des activités économiques et l'accueil des visiteurs avec la mise en place d'un stationnement de courte durée aux abords des commerces et services.

Pour atteindre ces objectifs, différentes mesures sont mises en place depuis 2005 :

- la mise en place d'un observatoire du stationnement ;

- la création d'un tarif préférentiel sur voirie pour les résidents (4€ la semaine, 7€50 deux semaines, 135€ l'année et réduit à 100€ si l'usager est titulaire d'un abonnement annuel de transport en commun) ;
- la création d'un tarif préférentiel pour les professionnels de l'urgence et de la maintenance à domicile dans le cadre de leurs interventions ;
- la création d'un tarif préférentiel pour les résidents dans les parcs en ouvrage ;
- Optimisation du stationnement privé avec la mise en visibilité des places de stationnement vacantes dans le parc social locatif ;
- élaboration (en cours) du PLUiH intégrant des normes plafonds pour le stationnement à destination des bureaux dans les secteurs bien desservis en transport en commun ;
- mise en place de services à la mobilité dans les parcs publics : stationnement vélo, moto, autopartage, ...

Un schéma général d'orientation de la réglementation sur voirie à l'échelle de la Ville de Toulouse a été élaboré et approuvé par délibération n° 27 du 24 juin 2011. Ce schéma définit 4 zones de stationnement payant différentes, (cf. annexe 1) :

- zone Centre-Ville ;
- zone « Faubourg » ;
- zone « Faubourg Commerçant » ;
- « Ceinture Centre-Ville » .

Il est rappelé que les projets de mise en place de ces différentes réglementations sur voirie sont soumis préalablement au débat et à la concertation des habitants concernés.

Dans ce cadre, le périmètre du stationnement payant au 1er janvier 2018 est présenté en annexe 2.

Monsieur le Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police, continuera à délimiter le périmètre réglementé à l'échelle de la voie (zone, jours et heures de réglementation, modalités d'accès aux résidents abonnés) et procéder aux extensions ou modification du périmètre par voie d'arrêté.

La Ville de Toulouse souhaite profiter de la réforme pour faire évoluer les comportements de chacun en motivant une attitude plus respectueuse et plus citoyenne.

En parallèle, dans le cadre de la mise en place de la réforme, la ville de Toulouse a engagé la modernisation du service public du stationnement. Un téléservice via le site internet [www.montoulouse.fr](http://www.montoulouse.fr) à destination des abonnés résidents a ouvert en 2015.

Le parc horodateurs de la Ville de Toulouse a été modernisé en 2015 et 2016 en diversifiant les modes de paiement avec la mise en service du paiement bancaire contact et sans contact et en proposant un nouveau dispositif de reconnaissance des abonnées via la saisie du numéro d'immatriculation.

Cette modernisation va continuer par la mise en place du e-ticket à l'horodateur et par l'ouverture d'un nouveau service de paiement du stationnement par téléphone mobile et internet qui permettra également de faciliter les opérations de contrôle.

### **Le forfait de post stationnement (FPS) : Éléments de cadrage**

Le Forfait de Post Stationnement est défini par la loi comme la somme due pour la durée maximale de stationnement autorisé.



Ainsi, le maintien du barème tarifaire actuel en centre-ville, 1,5 € / heure pour une durée maximum de deux heures sur une même place, ne permettrait réglementairement pas de fixer un montant de FPS supérieur à 3€.

En conséquence, la mise en œuvre de forfait nécessite de modifier les barèmes tarifaires en ajustant la durée de stationnement maximale autorisée par zones. Afin que ce forfait qui remplace l'amende, soit à la fois dissuasif pour limiter le non respect du paiement du stationnement et incitatif pour la rotation des véhicules, un nouveau barème tarifaire composé de grilles adaptées aux différentes zones est proposé avec l'intégration d'un FPS unique, d'un montant de 30€, quelle que soit la zone et ce pour une meilleure lisibilité.

En cas de défaut de paiement, le Forfait de Post Stationnement sera appliqué en totalité.

En cas de paiement insuffisant, le Forfait de Post Stationnement sera appliqué mais diminué, conformément à la loi et dans les conditions fixées à l'article R2333-120 du CGCT, du montant du dernier ticket de stationnement acquitté.

Ainsi, l'application du FPS et son acquittement permettent à l'usager de stationner pour la durée correspondant au montant de la redevance dans la zone considérée pour la durée maximum autorisée. Au delà de cette durée pour laquelle le montant a été réglé, un nouvel avis FPS pourra être établi.

L'avis de paiement du FPS sera notifié à l'usager par courrier. Cette prestation sera assurée pour la Ville de Toulouse par l'Agence Nationale du Traitement Automatisée des Infractions (ANTAI). Les usagers devront régler leurs FPS directement auprès de l'ANTAI et auront accès à l'ensemble des modalités de paiement déjà mises en œuvre pour le règlement des amendes.

Le FPS notifié devra être réglé en totalité dans les trois mois suivant la notification de l'avis de paiement. A défaut, celui-ci sera considéré comme impayé et fera l'objet d'une majoration dont le produit sera affecté à l'État. En vue du recouvrement du FPS impayé et de la majoration, un titre exécutoire sera émis par l'ANTAI.

La loi prévoit de nouvelles modalités de traitement des recours qui seront à la charge des collectivités. L'usager aura la possibilité d'exercer un premier recours, dénommé recours administratif préalable obligatoire (RAPO), auprès de la Ville de Toulouse dans un délai d'un mois après notification de l'avis de paiement du FPS.

En cas d'avis défavorable l'automobiliste pourra, sous réserve d'avoir exercé ce premier recours et d'avoir acquitté le FPS appliqué, saisir la juridiction administrative spécialisée créée par l'État (Commission du Contentieux du Stationnement Payant) pour exercer un recours contentieux.

**Une adaptation du barème tarifaire en continuité de la politique de stationnement actuellement menée conforme aux orientations du Plan de Déplacements Urbains de la grande agglomération toulousaine.**

La politique de stationnement s'inscrit dans une démarche globale de développement durable et d'amélioration du cadre de vie.

La mise en place de la réforme du stationnement au 1<sup>er</sup> janvier 2018 nécessite de reprendre l'ensemble des grilles tarifaires en intégrant le forfait de Post Stationnement. La traduction de cette réforme dans les grilles tarifaires ne doit pas pénaliser les usagers qui respectent déjà la réglementation. C'est pourquoi les tarifs des deux premières heures en zone centre-ville et en faubourg et des 4 premières heures en zone ceinture centre-ville resteront inchangés. En complément, de nouveaux services seront proposés (cf. paragraphe 2 page suivante).

Le nouveau barème tarifaire proposé, conçu en cohérence avec la tarification actuelle des parcs en ouvrage, prend en compte les points suivants :

- le maintien des amplitudes horaires (9h-20h en zone Centre ville et 9h-19h sur les autres zones à l'exception de la place JOB du fait de sa proximité avec le groupe scolaire : 8h-19h),
- le maintien des tarifs 2017 pour les premières heures de chacune des 4 zones (2 heures ou 4 heures),
- Le maintien de la gratuité du stationnement les dimanches, les jours fériés et sur la période estivale du 1<sup>er</sup> au 15 Août,
- le maintien de deux durées de stationnement cibles maximum (courte et moyenne durée) afin de maintenir une rotation adaptée des véhicules au vu de la pression de stationnement,
- la limitation à 4 zones tarifaires (suppression des tarifications spécifiques du Marché Cristal et Saouzelong),
- de l'usager à utiliser les parcs de stationnement en ouvrage au-delà de cette durée cible,
- le maintien à l'identique des tarifs préférentiels pour les résidents,
- le maintien des modalités d'accès aux statuts abonnés (résidents et professionnels),
- le maintien des temps gratuits (30 mn gratuites) à chaque déclaration à l'horodateur pour les abonnés professionnel de l'urgence et de la maintenance à domicile,
- le maintien des temps gratuits (30 minutes gratuites par demi-journée) pour les usagers du stationnement sur les axes faubourgs commerçants,
- le maintien de la gratuité pour les personnes à mobilité réduite titulaires de la carte européenne (carte mobilité inclusion) prévu par la loi du 18 mars 2015.

Il intègre les nouveaux services suivants :

- la prise en compte des besoins spécifiques des professionnels de l'urgence et de la maintenance à domicile en leur offrant la possibilité d'un « forfait PRO » autorisant un stationnement de 7H30 sur une même place sur l'ensemble du périmètre réglementé payant
- la prise en compte des besoins de stationnement de moyenne durée pour les visiteurs dans les zones faubourgs peu pourvus de parcs en ouvrage public.

Ces barèmes sont décrits dans les annexes 3 à 8.

En conséquence, et si tel est votre avis, je vous propose, Mesdames, Messieurs d'adopter la délibération suivante :

**Article 1** : Le Conseil municipal approuve le barème tarifaire, de paiement immédiat et le forfait de post-stationnement, applicable sur le périmètre réglementé en stationnement payant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 établi conformément à l'article 63 de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et aux décrets subséquents.

Composition du barème tarifaire :

- Un Forfait de Post Stationnement unique fixé à 30€ en cas de défaut de paiement ou de paiement insuffisant.
- Une grille tarifaire visiteurs adaptée pour chacune des 4 zones de stationnement payant définies au schéma général d'orientation de la réglementation du stationnement sur voirie à l'échelle du territoire communal (cf. en annexe 1)
  - la zone « Centre-Ville » : 2h30 de stationnement autorisé (détails de la grille en annexe 3)
  - la zone « Faubourg Commerçant » : 3h de stationnement autorisé + 2 fois par jour 30 minutes gratuites (détails de la grille en annexe 4)
  - la zone « Ceinture Centre-Ville » : 5h de stationnement autorisé (détails de la grille en annexe 5)
  - la zone « Faubourg » : 5h de stationnement autorisé (détails de la grille en annexe 6)

- Une grille tarifaire à destination des professionnels de l'urgence et de la maintenance à domicile accompagnée des modalités d'accès au statut des artisans et professionnels de l'urgence et de la maintenance à domicile qui restent inchangées (détails en annexe 7).
- Une grille tarifaire à destination des résidents, accompagnés des modalités d'accès au statut résidant qui restent inchangées (détails en annexe 8)

La gratuité pour les personnes à mobilité réduite titulaires de la carte européenne (carte mobilité inclusion) conformément à la loi n°2015-300 du 18 mars 2015

**Article 2 :** Le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire à signer les documents relatifs aux modalités d'accès au statut résidant et au statut des artisans et professionnels de l'urgence et de la maintenance à domicile joints en annexes 7 et 8.

Délibération du Conseil Municipal

publiée par affichage en Mairie le

reçue à la Préfecture le

publiée au RAA le

17 OCT. 2017

18 OCT. 2017

**LES CONCLUSIONS DU RAPPORT SONT ADOPTEES  
POUR EXTRAIT CONFORME**

**LE MAIRE**

Pour le Maire,

L'Adjoint Délégué

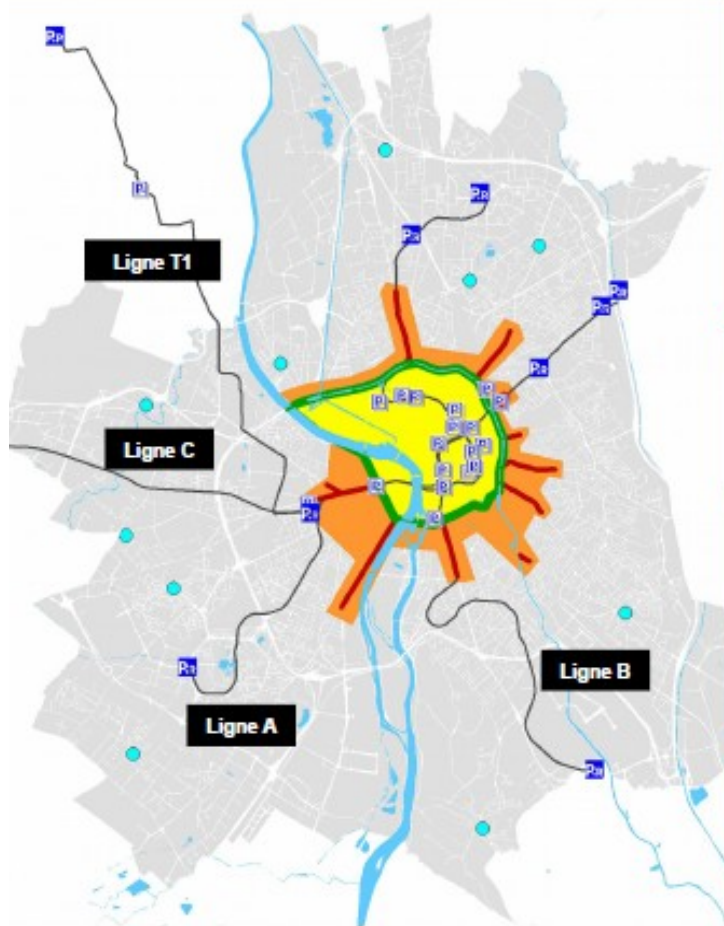
Jean-Michel LATTES





**Réforme nationale de dépenalisation et décentralisation du stationnement payant sur voirie :  
Redevances de stationnement et forfait de post-stationnement applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2018  
ANNEXE 1**

## **Schéma général d'orientation de la réglementation du stationnement sur voirie à l'échelle du territoire communal**



**Centre ville : Stationnement payant avec tarif préférentiel pour les résidents : (axes rouge et jaune)**

Objectifs : Favoriser la rotation et maintenir le stationnement des résidents

**Ceinture centre ville : stationnement payant de moyenne durée**

Objectifs : Permettre le stationnement de moyenne durée à proximité des grands équipements publics

**Axes commerçants hors centre ville: stationnement payant de courte durée avec temps gratuit**

Objectifs : Favoriser la rotation à proximité des commerces

**Secteur résidentiel hors centre ville soumis à pression : Stationnement payant avec tarif préférentiel pour les résidents**

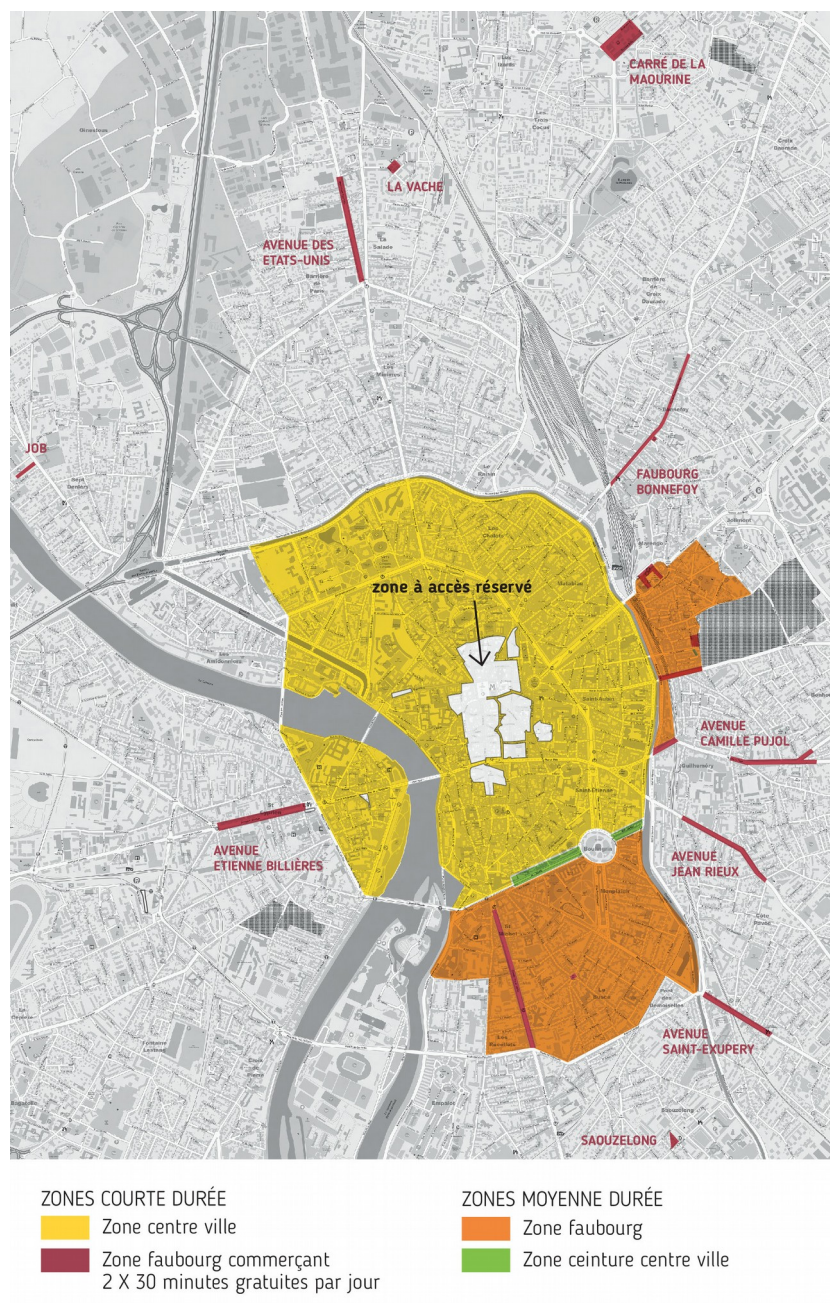
Objectifs : Favoriser le stationnement des résidents et maîtriser le stationnement de longue durée

**Cœurs de quartiers (secteur isolé) : Réglementation de très courte durée avec disque européen aux abords des commerces**

**Actions complémentaires hors voirie : Parc relais, parc en ouvrage, offre privée, stationnement spécifique**

**Réforme nationale de dépenalisation et décentralisation du  
stationnement payant sur voirie :  
Périmètre du stationnement payant et délimitation des zones  
tarifaires : situation au 1<sup>er</sup> janvier 2018**

**ANNEXE 2**



Monsieur le Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police, continuera à délimiter le périmètre réglementé payant à l'échelle de la rue (zone, jours et heures de réglementations, modalités d'accès aux abonnés) et procéder aux extensions ou modifications de périmètre du stationnement payant par voie d'arrêté.



**Réforme nationale de dépenalisation et décentralisation du  
stationnement payant sur voirie :  
Redevances de stationnement et forfait de post-stationnement  
applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2018**

**ANNEXE 3**

Tarification et durée maximale de stationnement des visiteurs pour la  
zone Centre-Ville

Les tarifs sont applicables du lundi au samedi de 9h à 20h .  
Gratuit les dimanches, jours fériés et du 1<sup>er</sup> au 15 Août.

Le paiement se fait par pas de 0,10€.

Pour le paiement en espèce : toute somme par tranche de 0,10 € est admise entre 0,20€ et 30€.

Pour le paiement par carte bancaire : les modalités de règlement, dont les montants minimums acceptés, sont précisées sur les terminaux de paiement : horodateurs et application de paiement par téléphonie mobile et internet.

Stationnement payant zone Centre-Ville / durée limitée à 2H30	Tarif 2018
8 minutes	0,20€
20 minutes	0,50€
40 minutes	1€00
1 heure	1€50
2 heures	3€00
2 heures et 10 minutes	12€00
2 heures et 20 minutes	21€00
2 heures et 30 minutes	30€00
Forfait de Post-Stationnement	30€00

Durée maximale de stationnement : 2 heures 30

Montant forfait Post Stationnement : 30€

Gratuité pour les personnes à mobilité réduite titulaire de la carte européenne (carte mobilité inclusion) sur toutes les places ouvertes au public de la zone faubourg commerçant (loi du 18/03/2015)

Durée maximale autorisée : 24 heures (arrêté municipal permanent n°2015/92)

**Réforme nationale de dépenalisation et décentralisation du  
stationnement payant sur voirie :  
Redevances de stationnement et forfait de post-stationnement  
applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2018**

**ANNEXE 4**

Tarification et durée maximale de stationnement des visiteurs pour la  
zone Faubourg Commerçant

Les tarifs sont applicables du lundi au samedi de 9h à 19h sauf sur la place JOB de 8h à 19h.

Gratuit les dimanches, jours fériés et du 1<sup>er</sup> au 15 Août.

Le paiement se fait par pas de 0,10€.

Pour le paiement en espèce : toute somme par tranche de 0,10 € est admise entre 0,10€ et 30€.

Pour le paiement par carte bancaire : les modalités de règlement, dont les montants minimums acceptés, sont précisées sur les terminaux de paiement : horodateurs et application de paiement par téléphonie mobile et internet.

Stationnement payant zone Faubourg Commerçant / durée limitée à 3H	Tarif 2018
6 minutes	0,10€
30 minutes	0,50€
1 heure	1€00
2 heures	2€00
2 heures et 15 minutes	9€00
2 heures et 30 minutes	16€00
3 heures	30€00
Forfait de Post-Stationnement	30€00

Durée maximale de stationnement : 3 heures

**Cette durée peut être allongée de 30 minutes avec la demi-heure gratuite supplémentaire accessible uniquement une fois par demi journée.**

Montant forfait Post Stationnement : 30€

Gratuité pour les personnes à mobilité réduite titulaire de la carte européenne (carte mobilité inclusion) sur toutes les places ouvertes au public de la zone faubourg commerçant (loi du 18/03/2015)

Durée maximale autorisée : 24 heures (arrêté municipal permanent n°2015/92)

**Réforme nationale de dépenalisation et décentralisation du  
stationnement payant sur voirie :  
Redevances de stationnement et forfait de post-stationnement  
applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2018**

**ANNEXE 5**

Tarification et durée maximale de stationnement des visiteurs pour la  
zone Ceinture Centre-Ville

Les tarifs sont applicables du lundi au samedi de 9h à 19h.  
Gratuit les dimanches, jours fériés et du 1<sup>er</sup> au 15 Août.

Le paiement se fait par pas de 0,10€.

Pour le paiement en espèce : toute somme par tranche de 0,10 € est admise entre 0,10€ et 30€.

Pour le paiement par carte bancaire : les modalités de règlement, dont les montants minimums acceptés, sont précisées sur les terminaux de paiement : horodateurs et application de paiement par téléphonie mobile et internet.

Stationnement payant zone ceinture Centre-Ville / durée limitée à 5H	Tarif 2018
12 minutes	0,10€
24 minutes	0,20€
1 heure	0,50€
2 heures	1€00
3 heures	1€50
4 heures	2€00
<hr style="border-top: 1px dashed red;"/>	
4 heures et 15 minutes	9€00
4 heures et 30 minutes	16€00
4 heures et 45 minutes	23€00
5 heures	30€00
Forfait de Post-Stationnement	30€00

Durée maximale de stationnement : 5 heures

Montant forfait Post Stationnement : 30€

Gratuité pour les personnes à mobilité réduite titulaire de la carte européenne (carte mobilité inclusion) sur toutes les places ouvertes au public de la zone faubourg commerçant (loi du 18/03/2015)

Durée maximale autorisée : 24 heures (arrêté permanent n°2015/92)



**Réforme nationale de dépenalisation et décentralisation du  
stationnement payant sur voirie :  
Redevances de stationnement et forfait de post-stationnement  
applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2018**

**ANNEXE 6**

Tarification et durée maximale de stationnement des visiteurs pour la  
zone Faubourg

Les tarifs sont applicables du lundi au samedi de 9h à 19h.

Gratuit les dimanches, jours fériés et du 1<sup>er</sup> au 15 Août.

Le paiement se fait par pas de 0,10€.

Pour le paiement en espèce : toute somme par tranche de 0,10 € est admise entre 0,10€ et 30€.

Pour le paiement par carte bancaire : les modalités de règlement, dont les montants minimums acceptés, sont précisées sur les terminaux de paiement : horodateurs et application de paiement par téléphonie mobile et internet.

Stationnement payant zone Faubourg / durée limitée à 5H	Tarif 2018
6 minutes	0,10€
30 minutes	0,50€
1 heure	1€00
2 heures	2€00
2 heures et 30 minutes	3€00
3 heures	4€00
3 heures et 30 minutes	5€00
4 heures	6€00
4 heures et 15 minutes	9€00
4 heures et 30 minutes	16€00
4 heures et 45 minutes	23€00
5 heures	30€00
Forfait de Post-Stationnement	30€00

Durée maximale de stationnement : 5 heures

Montant forfait Post Stationnement : 30€

Gratuité pour les personnes à mobilité réduite titulaire de la carte européenne (carte mobilité inclusion) sur toutes les places ouvertes au public de la zone faubourg commerçant (loi du 18/03/2015)

Durée maximale autorisée : 24 heures (arrêté permanent n°2015/92)

**Réforme nationale de dépenalisation et décentralisation du  
stationnement payant sur voirie :  
Redevances de stationnement et forfait de post-stationnement  
applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2018**

**ANNEXE 7**

Tarification et durée maximale de stationnement  
Abonnés professionnels de l'urgence et de la maintenance à domicile

Ces tarifs sont applicables sur toutes zones tarifaires du lundi au samedi  
Gratuit les dimanches, jours fériés et du 1<sup>er</sup> au 15 Août

Stationnement des abonnés professionnels	Tarif 2018
30 minutes	0,00€
1 heure et 30 minutes	0,70€
2 heures et 30 minutes	1€40
3 heures et 30 minutes	2€10
4 heures et 30 minutes	2€80
De 4 heures et 31 minutes à 7 heures et 30 minutes = Forfait PRO	5€00
7 heures et 45 minutes	10€00
8 heures	15€00
8 heures et 15 minutes	20€00
8 heures et 30 minutes	30€00
Forfait de Post-Stationnement	30€00

Durée maximale de stationnement : 8 heures 30

Le bénéfice de 30 minutes gratuites n'est pas limité sur la journée.  
Toutefois, la prise d'une nouvelle période de gratuité ne peut se faire qu'après  
changement de place de stationnement et une fois le temps de validité écoulé.

Montant forfait Post Stationnement : 30€

Ouverture des droits par véhicule : 30€ / an

## **MODALITÉS D'ACCÈS AU STATUT DES ARTISANS ET PROFESSIONNELS DE L'URGENCE ET DE LA MAINTENANCE A DOMICILE**

**Les conditions d'accès au statut « artisans et professionnels de l'urgence et de la maintenance à domicile » sont définies comme suit.**

### **1) Répondre aux catégories professionnelles suivantes :**

#### **✓ Services d'hospitalisation à domicile :**

Établissements de santé disposant d'une autorisation de l'Agence Régionale de Santé de Midi-Pyrénées d'exercer l'activité des soins de médecine sous forme d'hospitalisation à domicile sur le territoire de la ville de Toulouse.

#### **✓ Professionnels médicaux effectuant des visites à domicile :**

- Médecins généralistes
- Infirmiers
- kinésithérapeutes
- Pédiatres
- Aide soignant
- Podologues
- Sages-femmes
- Professionnels des Transports Assis Professionnalisés
- Orthoptistes
- Orthophonistes

#### **✓ Professionnels effectuant des dépannages urgents :**

- Plombiers
- Serruriers
- Vitriers
- Antennistes
- Installation, réparation et entretien de matériel
  - frigorifique,
  - d'ascenseurs et monte-charge,
  - de climatisation et chaufferie,
  - de matériel électronique,
  - électroménager,
  - de surveillance,
  - d'électricité,
  - de gaz
  - et de miroiterie.
- Professionnel de la couverture, zinguerie et charpente
- Professionnels de la désinfection, dératisation, désinsectisation

#### **✓ Prestataires de service aux personnes malades, âgées et handicapées à domicile. (définis par la Loi du 26 Juillet 2005, article L129-1)**

Associations et entreprises dont l'activité porte sur la garde ou l'assistance aux personnes qui ont besoin d'aide à domicile ou d'une aide personnelle ou d'une aide à la mobilité dans l'environnement de proximité favorisant leur maintien à domicile, uniquement pour les détenteurs de l'agrément qualité.



### Détails des ayants droit :

- Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- Petits travaux de jardinage y compris les travaux de débroussaillage ;
- Prestations de petit bricolage dites "hommes toutes mains" ;
- Garde d'enfant à domicile ;
- Soutien scolaire à domicile ou cours à domicile ;
- Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions ;
- Livraison de repas à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile ;
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile ;
- Assistance aux personnes âgées ou autres personnes qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Assistance aux personnes handicapées, y compris les activités d'interprète en langue des signes, de technicien de l'écrit et de codeur en langage parlé complété ;
- Garde-malade, à l'exclusion des soins ;
- Aide à la mobilité et transports de personnes ayant des difficultés de déplacement lorsque cette activité est incluse dans une offre de services d'assistance à domicile ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel des personnes dépendantes, du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile ;
- Accompagnement des enfants dans leurs déplacements, des personnes âgées ou handicapées en dehors de leur domicile (promenades, transports, actes de la vie courante), à condition que ces prestations soient comprises dans une offre de services incluant un ensemble d'activités effectuées à domicile ;
- Livraison de courses à domicile, à la condition que cette prestation soit comprise dans une offre de services comprenant un ensemble d'activités effectuées à domicile ;
- Assistance informatique et internet à domicile ;
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exception des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes ;
- Soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes ;
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire ;
- Assistance administrative à domicile ;
- Les activités qui concourent directement et exclusivement à coordonner et délivrer les services mentionnés au premier alinéa.

## 2) Fournir des justificatifs

Les *artisans et professionnels de l'urgence et de la maintenance à domicile* devront présenter à l'accueil des résidents et usagers du stationnement de la Direction Mobilité Gestion Réseaux les documents suivants attestant de leur statut.

### ✓ Pour les services d'hospitalisation à domicile :

- la copie de l'autorisation de l'Agence Régionale de Santé de Midi-Pyrénées d'exercer l'activité de soins de médecine sous forme d'hospitalisation à domicile sur le territoire de la ville de Toulouse.
- La copie du certificat d'immatriculation (carte grise) au nom de l'établissement de santé
- La copie de l'attestation d'assurance du véhicule à usage professionnel

### ✓ Pour les professionnels médicaux effectuant des visites à domicile :

- la copie de la carte grise au même nom que les justificatifs indiqués ci-dessous :  
la copie du bordereau de cotisation à l'URSSAF (pour les infirmiers, podologues, aides soignant, sages-femmes, orthoptistes, orthophonistes)
- la copie de la carte de l'ordre des médecins (pour les médecins généralistes / médecin pédiatres)
- la copie de l'attestation CPAM avec le n° de conventionnement (pour les Transports assis professionnalisés)
- la copie de l'attestation d'assurance véhicule à usage professionnel

- ✓ **Pour les artisans et professionnels effectuant des dépannages urgents à domicile :**
  - la copie de la carte grise au même nom que les justificatifs indiqués ci-dessous :
  - la copie de l'extrait d'immatriculation à la Chambre des Métiers (D1),
  - la copie de l'attestation d'assurance véhicule à usage professionnel
  
- ✓ **Pour les prestataires de service aux personnes malades et âgées à domicile :**
  - la copie de la carte grise au même nom que les justificatifs indiqués ci-dessous
  - la copie de l'agrément administratif de l'association ou de l'entreprise
  - la copie de l'attestation d'assurance véhicule à usage professionnel
  - la copie de l'attestation de l'employeur spécifiant que l'employé utilise son véhicule personnel dans le cadre de son activité professionnelle, si tel est le cas.

### **Pour obtenir l'agrément**

L'instruction des dossiers de demande d'agrément est réalisée à la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (directe) du département.

### **3) Ouverture des droits**

*Les artisans et professionnels de l'urgence et de la maintenance à domicile* devront lire et signer la Charte : Artisans et professionnels de l'urgence et de la maintenance à domicile.

Le statut est délivré contre le paiement de la somme de 30 € par véhicule.

Sa durée de validité est d'un an à compter de la date d'ouverture des droits.

Le nombre de véhicules par entreprise pouvant bénéficier des droits inhérents au statut n'est pas limité.

**Réforme nationale de dépenalisation et décentralisation du  
stationnement payant sur voirie :  
Redevances de stationnement et forfait de post-stationnement  
applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2018**

**ANNEXE 8**

Tarification  
Résidents abonnés

Stationnement des résidents abonnés	Tarif 2018
Tarif 1 semaine Autorisation pour un seul véhicule stationné par foyer fiscal (taxe d'habitation)	4,00€
Tarif 2 semaines Autorisation pour un seul véhicule stationné par foyer fiscal (taxe d'habitation)	7€50
Abonnement 1 an Abonnement pour un seul véhicule par foyer fiscal (taxe d'habitation) Jusqu'à 2 numéros d'immatriculation autorisés avec stationnement alterné	135€
Abonnement 1 an (pour les titulaires d'un abonnement annuel de transport en commun) Abonnement pour un seul véhicule par foyer fiscal (taxe d'habitation) Jusqu'à 2 numéros d'immatriculation autorisés avec stationnement alterné Afin de bénéficier du tarif réduit de l'abonnement annuel, le demandeur doit fournir une attestation de l'abonnement annuel Tisséo ou de l'abonnement annuel SNCF « Pack illimité » ou de l'abonnement annuel lignes interurbaines du Conseil Départemental de la Haute-Garonne « Arc en ciel », aux mêmes nom, prénom et adresse d'un membre actif du foyer, que ceux figurant sur l'un des justificatifs présentés lors de la demande de souscription au statut résident.	100€

**Fonctionnement du dispositif**

Les résidents abonnés peuvent stationner :

- toute la journée sur les rues résidentielles (rues jaunes) de leur quartier ainsi que des quartiers limitrophes ;
- de 18h à 9h le lendemain matin sur les rues commerçantes (rues rouges du centre ville et zones faubourg commerçants) de leur quartier ainsi que des quartiers limitrophes ;
- de 18h à 9h le lendemain matin sur les emplacements de la zone ceinture centre ville de leur quartier ainsi que des quartiers limitrophes.

En dehors des heures ouvertes au stationnement résident et/ou en dehors de leur périmètre autorisé, les résidents abonnés doivent acquitter le tarif normal de stationnement.

L'abonnement annuel pourra être accordé pour un ou deux véhicules à condition que le stationnement soit alterné.



## MODALITÉS D'ACCÈS AU STATUT RÉSIDANT

Pour devenir titulaire du statut résident, le demandeur doit à la fois respecter les conditions d'accès définies et fournir les justificatifs exigés relevant d'un « cas général » voire d'un « cas dérogatoire »:

### **A) Les conditions générales d'accès au statut résident sont définies comme suit :**

Habiter une rue payante, ou sans offre de stationnement, ou une impasse privée débouchant sur une rue payante ou sans offre de stationnement dans les secteurs « résident » ;

### **B) Les justificatifs exigés pour accéder au statut résident :**

8 cas permettent d'accéder au statut résident : 6 cas généraux et 2 cas dérogatoires.

Pour chacun de ces cas, des justificatifs doivent être fournis par le demandeur afin de valider son accès au statut.

#### **Les 6 cas généraux :**

##### **1. Le « demandeur Classique »**

Le demandeur doit fournir obligatoirement les justificatifs suivants :

- une copie du certificat d'immatriculation (ou carte grise) du véhicule enregistré au nom propre de l'usager et à la bonne adresse ;

**ou**

une copie des 2 certificats d'immatriculation (ou cartes grises) pour bénéficier de la possibilité de stationner alternativement les véhicules sur voirie.

- une copie du dernier avertissement de la taxe d'habitation (en deux volets et sans échéancier) aux mêmes nom, prénom et adresse que ceux figurant sur le certificat d'immatriculation (ou carte grise) pour les locataires ou propriétaires de plus d'un an ;

**ou**

une copie du bail ou d'un acte notarié aux mêmes nom, prénom et adresse que ceux figurant sur le certificat d'immatriculation (ou carte grise) pour les locataires ou propriétaires récemment installés. Lors du renouvellement, la taxe d'habitation devient obligatoire.

- une copie d'un justificatif de domicile de moins de 3 mois (facture EDF-GDF ou Télécom) aux mêmes nom, prénom et adresse que ceux figurant sur le certificat d'immatriculation (ou carte grise).

##### **2. Le demandeur bénéficiant d'un véhicule de fonction utilisé également à usage privé ou d'un véhicule d'entreprise avec remisage à domicile :**

Le demandeur doit fournir obligatoirement les justificatifs suivants :

- Le certificat d'immatriculation (ou carte grise) du véhicule au nom de la Société ;
- La taxe d'habitation aux nom, prénom et adresse du demandeur ;

**ou**

une copie du bail ou d'un acte notarié aux mêmes nom, prénom et adresse du demandeur (pour les locataires ou propriétaires récemment installés). Lors du renouvellement, la taxe d'habitation devient obligatoire.

- une copie d'un justificatif de domicile de moins de 3 mois (facture EDF-GDF ou Télécom) aux mêmes nom, prénom et adresse du demandeur.
- L'attestation employeur ou contrat d'embauche au nom de la société (le même que celui mentionné sur le certificat d'immatriculation ou carte grise) mentionnant l'attribution d'un véhicule de fonction utilisé également à titre privé ou d'un véhicule d'entreprise avec remisage à domicile affecté au salarié demandeur, avec le numéro d'immatriculation ainsi que le nom et l'adresse personnelle du demandeur (même nom que celui de la Taxe d'Habitation ou bail ou acte notarié).

### **3. Le demandeur utilisant un véhicule de location longue durée :**

Le demandeur doit fournir obligatoirement les justificatifs suivants :

- Le certificat d'immatriculation (ou carte grise) du véhicule au nom de la société de location ;
- La taxe d'habitation aux nom, prénom et adresse du demandeur ;  
**ou**  
une copie du bail ou d'un acte notarié aux mêmes nom, prénom et adresse du demandeur (pour les locataires ou propriétaires récemment installés). Lors du renouvellement, la taxe d'habitation devient obligatoire.
- une copie d'un justificatif de domicile de moins de 3 mois (facture EDF-GDF ou Télécom) aux mêmes nom, prénom et adresse du demandeur.
- Le contrat de location aux nom, prénom et adresse du demandeur précisant l'immatriculation du véhicule (mêmes nom, prénom et adresse que ceux mentionnés sur la Taxe d'Habitation).

### **4. Le demandeur utilisant un véhicule prêté longue durée : ( > 1 an)**

Le demandeur doit fournir obligatoirement les justificatifs suivants :

- Le certificat d'immatriculation (ou carte grise) du véhicule aux nom, prénom et adresse du prêteur ;
- La taxe d'habitation aux nom, prénom et adresse du demandeur ;  
**ou**  
une copie du bail ou d'un acte notarié aux mêmes nom, prénom et adresse du demandeur (pour les locataires ou propriétaires récemment installés). Lors du renouvellement, la taxe d'habitation devient obligatoire.
- une copie d'un justificatif de domicile de moins de 3 mois (facture EDF-GDF ou Télécom) aux mêmes nom, prénom et adresse du demandeur.
- Le demandeur doit être le titulaire du contrat d'assurance : il doit fournir l'attestation d'assurance du véhicule à son nom, prénom et adresse comme titulaire du contrat d'assurance (identiques à ceux mentionnés sur la taxe d'habitation ou le bail ou l'acte notarié) et figurer en tant que conducteur principal du véhicule.

### **5. Le demandeur vivant dans un même « foyer fiscal » que ses parents, le certificat d'immatriculation (ou carte grise) étant au nom de l'un et la taxe d'habitation au nom de l'autre :**

Ces personnes peuvent bénéficier du statut résidant à condition de demander au Service des

Impôts de faire figurer les deux noms sur la taxe d'habitation des occupants du logement. Toutefois, dans l'attente de la prise en compte de cette modification par le Service des Impôts, le statut de résidant peut être accordé sous les conditions suivantes :

Le demandeur doit fournir obligatoirement les justificatifs suivants :

- Le certificat d'immatriculation (ou carte grise) du véhicule au nom, prénom et adresse de l'enfant demandeur ;
- la taxe d'habitation des parents mentionnant l'enfant demandeur  
**ou :**  
la déclaration d'impôts sur le revenu des parents mentionnant l'enfant demandeur (même adresse que celle figurant sur le certificat d'immatriculation ou carte grise) ;
- une copie d'un justificatif de domicile de moins de 3 mois (facture EDF-GDF ou Télécom) aux mêmes nom, prénom et adresse du demandeur.

**6. Les plaisanciers de longue durée du port Saint-Sauveur (présence minimum de 6 mois) situé sur le secteur réglementé et dont le bateau est la résidence principale :**

Le demandeur doit fournir obligatoirement les justificatifs suivants :

- Le certificat d'immatriculation (ou carte grise) du véhicule au nom, prénom du demandeur et à l'adresse de la capitainerie du port Saint-Sauveur situé sur le secteur réglementé ;
- le contrat de location d'un poste d'amarrage d'un minimum de 6 mois ;
- la facture de paiement pour l'amarrage et charge de moins de 6 mois.

\* \* \*

**Les 2 cas dérogatoires :**

Pour certains demandeurs, remplissant les conditions d'accès au statut résidant mais n'étant pas en mesure de fournir les justificatifs précisés précédemment, il pourra leur être accordé le statut compte tenu de leur profil et du caractère permanent de l'occupation de leur résidence.

Aussi, afin de leur permettre d'accéder au statut de résidant à titre dérogatoire, ils doivent fournir les pièces suivantes encadrées dans les 2 cas dérogatoires détaillés ci-après.

**7. Le demandeur utilisant un véhicule prêté par un parent :**

Le prêt d'un véhicule ne peut être qu'une solution provisoire. Si elle devait se pérenniser, le demandeur devrait faire enregistrer le véhicule à son nom à la Préfecture et pourrait ainsi bénéficier du statut de résidant.

Toutefois, dans cette attente, et pour une durée de un an non renouvelable, le statut de résidant peut être accordé sous les conditions suivantes :

Le demandeur doit fournir obligatoirement les justificatifs suivants :

- Le certificat d'immatriculation (ou carte grise) du véhicule aux nom, prénom et adresse du prêteur ;

- La taxe d'habitation aux nom, prénom et adresse du demandeur ;  
**ou**  
une copie du bail ou d'un acte notarié aux mêmes nom, prénom et adresse du demandeur (pour les locataires ou propriétaires récemment installés)
- une copie d'un justificatif de domicile de moins de 3 mois (facture EDF-GDF ou Télécom) aux mêmes nom, prénom et adresse du demandeur.
- L'attestation d'assurance du véhicule aux nom, prénom et adresse du prêteur (identiques à ceux mentionnés sur le certificat d'immatriculation ou carte grise) avec les nom, prénom et adresse du demandeur (identiques à ceux mentionnés sur la taxe d'habitation). Le nom et prénom du demandeur doivent figurer en tant que conducteur principal du véhicule.

**8. Le demandeur vivant dans un même « foyer fiscal », le certificat d'immatriculation (ou carte grise) étant au nom de l'un et la taxe d'habitation au nom de l'autre :**

Ces personnes peuvent, si elles le désirent, bénéficier du statut résidant à condition de demander au Service des Impôts de faire figurer les deux noms sur la taxe d'habitation des occupants du logement.

Toutefois, dans l'attente de la prise en compte de cette modification par le Service des Impôts, et pour une durée de un an non renouvelable, le statut de résidant peut être accordé sous les conditions suivantes :

Le demandeur doit fournir obligatoirement les justificatifs suivants :

- Le certificat d'immatriculation (ou carte grise) du véhicule au nom, prénom et adresse du demandeur ;
- dans l'attente de la modification sur la taxe d'habitation par le Service des Impôts et pour un an non renouvelable, la déclaration d'impôts sur le revenu du demandeur à son nom, prénom et adresse (même adresse que celle figurant sur le certificat d'immatriculation ou carte grise),  
**ou**  
une copie du bail ou d'un acte notarié aux mêmes nom, prénom et adresse du demandeur (pour les locataires ou propriétaires récemment installés)
- une copie d'un justificatif de domicile de moins de 3 mois (facture EDF-GDF ou Télécom) aux mêmes nom, prénom et adresse du demandeur.

**C) Ouverture des droits**

**La date de validité de l'abonnement est d'un an** à compter de la validation de votre demande par l'administration (les cas dérogatoires ne sont pas renouvelables).

La démarche de renouvellement pourra être effectuée **1 mois avant la date de la fin de validité**

- **soit via Internet, 24h/24h, 7j/7**, en vous connectant sur le portail de démarches en ligne de la mairie de Toulouse [montoulouse.fr](http://montoulouse.fr).

Les usagers concernés sont tous les résidents correspondant aux cinq cas généraux, les deux cas dérogatoires restant hors dispositif car les pièces justificatives demandées demandent une vérification particulière. Pour le cas des plaisanciers de longue durée du port Saint-Sauveur, la démarche doit s'effectuer au guichet.

- **soit au guichet** de l'Accueil des résidents et usagers du stationnement, 7 rue Pargaminières.

Les usagers concernés sont tous les résidents correspondant aux six cas généraux et les deux cas dérogatoires.

Dans le cadre d'un renouvellement, l'ouverture des droits intervient automatiquement au lendemain de la date d'expiration de l'abonnement initial.

Les résidents devront lire et signer la Charte.

### **Paiement de l'abonnement (bi) hebdomadaire**

Une fois le statut accepté, la prise et le paiement de l'abonnement (bi) hebdomadaire pourra se faire directement auprès de l'horodateur ou via l'application par téléphone mobile.

### **Paiement de l'abonnement annuel**

#### **> via le téléservice**

Le paiement de l'abonnement annuel avec badge se fait **uniquement par carte bancaire** via le portail de démarche en ligne [montoulouse.fr](http://montoulouse.fr), téléservice *Stationnement résident sur voirie – Paiement*.

La mensualisation du paiement n'est pas possible.

#### **> au guichet :**

**Lors du retrait au guichet de l'abonnement**, le paiement peut se faire par carte bancaire, chèque ou espèces.



### **Mensualisation du paiement**

Le paiement de l'abonnement annuel peut être mensualisé, **uniquement dans le cas d'une démarche au guichet** :

Les usagers souhaitant opter pour cette modalité procéderont à une règlement par virement ou pas prélèvement automatique selon la grille suivante :

	<b>1<sup>er</sup> mois</b>	<b>2<sup>ème</sup> au 12<sup>ème</sup> mois</b>
Formule à 135 €	14 €	11 €
Formule à 100 €	12 €	8 €

### **Remboursement de l'abonnement annuel au stationnement résident**

Le remboursement de l'abonnement annuel au stationnement résident est limité à certains cas et pour une utilisation du titre n'excédant pas six mois.

Le remboursement de l'abonnement annuel au stationnement résident est soumis aux conditions suivantes :

La demande de remboursement sera acceptée uniquement pour les causes suivantes et sur présentation d'un justificatif :

- changement de domicile du titulaire du statut uniquement en dehors des quartiers du Plan Local de Stationnement,
- perte d'emploi du titulaire du statut,
- lorsque le titulaire du statut résident est locataire d'un logement et que le bailleur lui donne congé (comme cela est défini à l'article 15.1 de la Loi 89-462 du 6 juillet 1989),
- Perte du (des) véhicule (s) rattaché (s) au statut résident en cas de vol ou d'accident, impliquant nécessairement l'abandon du statut en cours.
- Vente du véhicule sans rachat d'un nouveau.
- Abandon du statut suite à la souscription d'un abonnement résident en parc en ouvrage.

L'utilisation effective du titre de stationnement ne devra pas être supérieure à 6 mois à compter de la date de délivrance du badge. Au-delà, aucun remboursement ne sera accepté.

Le remboursement de l'abonnement se fait obligatoirement sur rendez-vous pris au guichet de l'accueil des résidents et des usagers du stationnement. Lors de ce rendez-vous, le demandeur devra obligatoirement restituer son badge d'abonnement annuel en cours de validité.

Le remboursement est soumis aux principes suivants, développés dans la grille ci-après qui a été revue selon la grille des mensualisations de l'abonnement. Tout mois « glissant » entamé est considéré comme intégralement « consommé » le remboursement est effectué au prorata des mois non « consommés » et est calculé à partir du jour de la restitution du badge à l'accueil des résidents et des usagers du stationnement.

**Grille de remboursement de l'abonnement annuel  
selon formule souscrite et durée effective d'utilisation du titre**

<b>Durée d'utilisation effective du statut sur mois glissants à compter de la date d'obtention du badge</b>						
	Pour 0-1 mois d'utilisation	Jusqu'à 2 mois d'utilisation	Jusqu'à 3 mois d'utilisation	Jusqu'à 4 mois d'utilisation	Jusqu'à 5 mois d'utilisation	Jusqu'à 6 mois d'utilisation
<b>Durée d'abonnement remboursée (mois)</b>						
	11	10	9	8	7	6
<b>Formule d'abonnement souscrite</b>	<b>Montant du remboursement (€)</b>					
<b>135 €</b>	121€	110€	99€	88€	77€	66€
<b>100€</b>	88€	80€	72€	64€	56€	48€